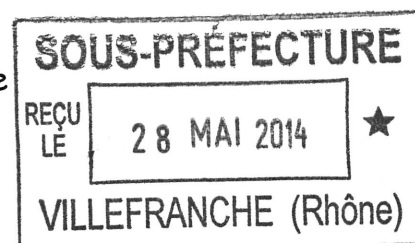


**MAIRIE DE LIERGUES**  
 Département du Rhône  
 Arrondissement de Villefranche  
 Canton de Anse



**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Du Jeudi 22 Mai 2014**

L'an deux mil quatorze le Jeudi vingt-deux Mai à dix-neuf heures trente minutes, le conseil municipal de la commune de Liergues, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul GASQUET, Maire.

Nombre de membres

date de convocation : 16/05/2014

En exercice : 19

date d'affichage : 16/05/2014

Présents : 17

Pouvoirs : 2

**Présents :** Messieurs GASQUET, BOURNIER, BRONGNIART, BROUTIN, GUYENNON, NEGRILLO, BATAILLON, MARRET, MATHIEU et Mesdames GAUTHIER GUDIN, THOMASSON, COILLARD, COLSON LAPALUS, SERRA, , MONDELAIN, MOREL et RAYNAUD.

**Absents excusés :** Mme FONTCOUBERTE donne pouvoir à Mme MONDELAIN.

Monsieur PINEAU Xavier donne pouvoir à Mme THOMASSON.

**Secrétaire de séance :** Madame GAUTHIER GUDIN Régine.

Isabelle Reyne et Thierry Jullien, secrétaires de mairie, assistent au Conseil en application de l'article L 2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales.

**Révision du PLU n° 2014/39**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur sur le territoire de la Commune a été adopté par une délibération en date du 22 janvier 2008, modifié par délibérations du 06 décembre 2010 et du 21 mai 2013.

Il expose au Conseil Municipal qu'il convient de reconsidérer le contenu du Plan Local d'Urbanisme pour tenir notamment compte des points suivants :

- la modification souhaitée du périmètre de la ZAC des Coteaux d'Or, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable adopté lors de la mise en place du PLU en 2008 est remis en cause et doit donc être revu.
- La nécessité de « Grenelliser » notre PLU. Notre PLU ayant été adopté avant l'obligation de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 il convient de le reprendre et d'intégrer cette nouvelle procédure et aborder notamment les thématiques suivantes ; eau, air, consommation des terres, préservation de corridor écologique,... avant le 1 er janvier 2017.
- Le SCOT devant évoluer (il est également concerné par la « Grenellisation ») notre document d'urbanisme local doit être revu et mis en concordance avec les nouvelles orientations du SCOT.

En vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et l'environnement, il importe que la commune réfléchisse sur ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable. Il apparaît nécessaire de redéfinir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune.

Il convient de prescrire la révision du Plan Local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions des articles L 123-6 à L 123-13 du Code de l'urbanisme.

Les objectifs poursuivis par cette révision seront :

- de renforcer les conditions permettant d'assurer dans le respect des objectifs de développement durable, les principes issus des textes de la loi dite « Grenelle II », dans les différents documents du PLU (réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de l'énergie, production énergétique à partir de sources renouvelables, préservation et remise en état des continuités écologiques, etc.),
- d'assurer la conformité du PLU avec les autres documents d'urbanisme, tels que le SCOT Beaujolais, etc.
- d'intégrer les nouvelles orientations issues des réflexions en cours ou à venir au niveau local, intercommunal,... qui pourraient avoir un impact sur le territoire de la commune
- de réaffirmer et d'identifier les espaces naturels à protéger tout en permettant la création de liaisons entre ces différents espaces pour mieux les mettre en valeur,
- de favoriser la mixité sociale,
- de prévenir les risques naturels prévisibles et/ou technologiques éventuels, ainsi que les pollutions et nuisances de toutes natures,
- de prévoir la création de zone destinée à accueillir un projet d'aménagement d'ensemble (actuelles zones AUa et AUb qui seraient réduites par rapport à l'actuel projet de ZAC des Coteaux d'Or),
- de redéfinir l'ensemble des outils réglementaires (emplacements réservés, espaces boisés classés, espaces verts protégés, orientations d'aménagements, bâtiments à protéger, etc.) en fonction des nouveaux projets qui marquent notre territoire

Modification notamment du règlement pour prendre en compte les dernières dispositions législatives et réglementaires (notamment la loi ALUR supprimant les COS,...),

- renforcer la densité d'habitat de certains hameaux

Il explique par ailleurs, que conformément à l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme, il est imposé à la commune une concertation avec les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées par le projet.

Après avoir entendu l'exposé du maire :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1 - de prescrire la révision du Plan Local d'urbanisme approuvé sur l'ensemble du territoire communal conformément à l'article L 123-13 du code de l'urbanisme.

2 - de charger la commission municipale d'urbanisme, composée comme suit :

M. Jean-Paul GASQUET Maire, président

M. Régine GAUTHIER GUDIN, membre

M. Eric BROUTIN membre

M. Régine MOREL, membre

M. Anna SERRA, membre

M. Xavier PINEAU, membre

M. René BATAILLON, membre

du suivi de l'étude de la mise en place de cette révision du plan local d'urbanisme ;

3 - de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L121-4 at L 123-6 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;

4 - de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

- Mise à disposition du public en Mairie de Liergues, d'un registre pour recueillir les observations des habitants sur ce projet

- Parution régulière dans les journaux communaux, d'articles présentant l'évolution de la réflexion sur ce projet.
- Organisation de réunion publique présentant les enjeux du projet et l'aménagement retenu.

5 -de donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat conformément aux dispositions de l'article L. 123-7 du Code de l'urbanisme ;

6 -de solliciter de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à la révision du plan local d'urbanisme ;

7 -de donner autorisation au maire pour signer toute convention et avenant concernant la procédure de révision du PLU ;

8 -que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à cette révision du Plan Local d'Urbanisme seront inscrites au budget communal.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée

- au préfet ;
- aux présidents du conseil régional et du conseil général ;
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie territoriale, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture ;
- au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
- au président de la section régionale de la conchyliculture (pour les communes littorales) ;
- au président de l'organisme de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux ;
- aux maires des communes limitrophes ou, le cas échéant, aux présidents des EPCI voisins compétents en matière de PLU ;
- le cas échéant, au président de l'établissement public de coopération intercommunale gestionnaire du SCoT ;
- aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;
- au président de l'établissement public gestionnaire du SCoT limitrophe.

9 - Conformément à l'article R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans le journal suivant diffusé dans le département : ....

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits

**Jean-Paul GASQUET**  
**Maire de LIERGUES**

